

**LA COALITION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIE CHERE, LA CORRUPTION,
LA FRAUDE, L'IMPUNITE ET POUR LES LIBERTES (CCVC)**

(CGT-B - CNTB - CSB - FO/UNSL - ONSL - USTB- SAIB - SATB - SAMAE - SATEB -- SNEAB - SNESS - SYNATEB - SYNATIC - SYNTAS - SYNTRAPOST - SYNAPAGER - SYNATIPB - SYNATRAD - SYFMAB - SYNATEL - UGMB / ACAT - BURKINA - AECC - AJB - AS/KEBAYINA /FB - CODDE - LDLP - LIDEJEL - MBDHP - MBEJUS - ODJ - REN-LAC - SOCIAL/ALERT - UGEB)

MESSAGE A LA JOURNEE NATIONALE DE LUTTE DU 8 AVRIL 2011

**Chers camarades ;
Militantes et militants de la CCVC ;
Compagnons de lutte ;**

A l'appel du président de la Coalition Nationale de Lutte contre la Vie Chère, la Corruption, la Fraude, l'impunité et pour les Libertés (CCVC), des secrétaires généraux des centrales syndicales et des syndicats autonomes, des présidents, secrétaires exécutifs et responsables des associations et mouvements membres sus – cités, vous êtes sortis ce jour 8 avril, à travers l'ensemble du territoire national, pour exprimer votre raz- le- bol de la situation que vit la grande majorité des burkinabé et exiger, vérité et justice pour les multiples victimes de crimes de sang dont ceux commis suite aux événements de Koudougou ; vous êtes sortis également pour exiger une autre gouvernance dans le pays, des mesures vigoureuses contre la vie chère, la réparation des dégâts et des torts causés sur les citoyens, les commerçants notamment, la prise de mesures pour sécuriser les magistrats et le personnel judiciaire dans l'exercice de leur profession et assurer l'indépendance de la magistrature.

Et comme on peut le constater, votre mobilisation à cet effet est sans équivoque. Et pour cause !

Compagnons de luttes,

Depuis notre dernière sortie du 19 mars, la situation nationale s'est exacerbée. Une fois de plus, la faillite des institutions de la IV^o République a résonné de façon particulièrement détonante. Après les élèves et les étudiants, ce sont les soldats de rang qui sont descendus, armes au poing, dans les rues à Ouagadougou, Fada, Tenkodogo, Gaoua et Banfora. Une descente particulièrement musclée marquée par des dégâts matériels qui ont eu pour conséquence d'amener les commerçants à leur tour à descendre dans la rue. En conséquence de cette descente également, les magistrats (à qui le droit de grève a été retiré), les avocats, les greffiers et les agents de justice ont, dans l'unité d'action, arrêté le travail !

Pendant les derniers jours du mois de mars, les burkinabè ont ainsi vécu une situation chaotique qui a conduit à une restriction des libertés à travers l'instauration d'un couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national, du 30 mars 2011 au 03 avril 2011, après le message du Chef de l'Etat à la nation, le même mercredi 30 mars 2011.

**Militant (e)s et sympathisant(e)s de la CCVC !
Compagnons de luttes ;**

Il y a des signes qui ne trompent pas. Le malaise dans notre société est profond et criard et la fragilité du système évident. A preuve, deux des quatre piliers de la République, à savoir l'armée et la justice ont basculé dans des actions fortes. La crise de confiance entre gouvernants et gouvernés est patente. Et tout indique que les choses ne peuvent pas continuer comme elles l'ont été jusque-là : la mal-gouvernance, les agressions contre les libertés démocratiques, la culture de l'impunité, la répression des mouvements sociaux, le détournement de l'appareil d'Etat à des fins privées notamment pour s'enrichir et protéger les richesses mal acquises, le détournement des marchés publics, la minorité insatiable de nouveaux riches exhibant avec arrogance leurs biens mal acquis, le mépris des revendications populaires, la caporalisation de la justice et bien d'autres !

Telle est la réalité de la politique du pouvoir de la IV^o République ! Une politique qui engendre de profondes frustrations et qui a des répercussions sur tous les segments de la société burkinabé, politique qui bien évidemment, est ressentie de manière diverses par les populations. Et comme on peut le constater aisément, les populations, décidées à ne plus se laisser faire et convaincues que seule la lutte paie, s'expriment et s'exprimeront encore de diverses manières selon leurs capacités! Une chose est sûre : aujourd'hui la colère gronde dans tous les compartiments de notre société et sous le pouvoir de la IV^o République.

Chers camarades !
Militant (e)s et sympathisant(e)s de la CCVC !
Compagnons de luttes ;

Le 30 mars dernier, le Chef de l'Etat, Blaise COMPAORE s'est adressé à la nation. Dans son message, il dit avoir « ...*saisi le sens et la portée de la quête de bien-être, de vérité, de justice et de sécurité qui sous-tendent certaines manifestations...* » et réaffirme sa « ...*disponibilité à rencontrer toutes les catégories sociales en vue d'échanger sur leurs préoccupations* ».

Camarades, que faut-il attendre comme suite à ce message du Chef de l'Etat et de la démarche engagée ? En d'autres termes, les concertations engagées par le Chef de l'Etat avec pour objectif avoué de faire baisser le thermomètre de la tension sociale, suffisent-elles pour arrêter toute lutte ? Pour répondre à cette interrogation, quelques observations s'imposent :

1) En décembre 2010, Blaise COMPAORE a été investi Président du Faso pour la 4^{ème} fois consécutive pour un nouveau mandat, après des élections remportées, dit-on, à plus de 80%. Il a même formé un gouvernement pléthorique, fort de 38 membres pour s'occuper des problèmes des burkinabè. Comment se fait-il que c'est seulement maintenant qu'il *a saisi le sens et la portée* des préoccupations des burkinabè ?

2) Dès la sortie de la rencontre avec les militaires, alors que les concertations avec les autres catégories sociales annoncées n'étaient pas entamées, alors que les manifestations des élèves se poursuivent, alors que les activités juridictionnelles demeurent paralysées, le Chef de l'Etat déclarait que « *la crise est terminée* ». Doit-on alors comprendre que pour le Chef de l'Etat, la crise c'est seulement quand les militaires descendent dans la rue avec ou sans armes comme en juillet 1999, comme en 2006 et comme dans la dernière semaine de ce mois de mars 2011 ? Une telle attitude ne confirme-t-elle pas le fait que le pouvoir COMPAORE est un pouvoir essentiellement militaire, qui prête peu attention aux préoccupations et aux revendications que lui soumettent les autres couches de la société, comme par exemple les revendications des différentes composantes de notre Coalition dont celles des travailleurs récemment mises sous boisseau par le gouvernement ?

3) Quelle suite le Chef de l'Etat réserve-t-il à la plateforme d'action de la CCVC soumise au gouvernement depuis mars 2008 ? Plateforme plusieurs fois retransmise, comme cette fois-ci encore à l'occasion de cette journée nationale de lutte qui a fait l'objet du dépôt d'un préavis de grève, le 21 mars 2011 à la veille des mouvements dans les casernes. Faut-il le rappeler, la plateforme d'action de la CCVC a fait l'objet de grandes manifestations et de nombreuses adresses assorties de propositions concrètes au chef de son gouvernement, Tertius ZONGO. Ni le premier ministre, ni le Chef de l'Etat lui-même, n'ont daigné accorder une oreille attentive aux propositions de la CCVC. Bien au contraire !

La seule fois où le premier ministre a répondu à la Coalition, c'était pour lui signifier que ses propositions ne pouvaient être considérées par le gouvernement. Il a notamment continué à ignorer, tout comme le maire Simon COMPAORE, les interpellations et les rejets de la CCVC et des populations des taxes injustes dont celle de la TDC en dépit des propositions et solutions à lui soumises.

**Militant (e)s et sympathisant(e)s de la CCVC !
Compagnons de lutte ;**

Cette nouvelle adresse du Chef de l'Etat au peuple, ressemble étrangement à cette autre du genre, celle du 21 mai 1999, dans l'affaire Norbert ZONGO après le dépôt du rapport de la Commission d'enquête indépendante (CEI). A cette occasion, Blaise COMPAORE avait déclaré avoir compris qu'il « *y'avait bel et bien une crise sociale et politique consécutive au mécontentement des citoyens face au manque de détermination des gouvernants à résoudre, les problèmes sociaux, les contentieux politiques, les dysfonctionnements administratifs, la modernisation des Institutions Républicaines, la recomposition de la scène politique* ». Il avait alors annoncé une batterie de mesures pour « *préserver la paix sociale, rétablir la confiance dans les Institutions, renforcer la foi dans le dialogue et la concertation* ».

De même, le 30 mars 2001, à l'occasion de la journée nationale du pardon, le chef de l'Etat *demandait pardon au peuple* et prenait sept engagements et affirmant que « **plus jamais ça** » !

Ces mesures ont-elles éteint la soif de vérité et de justice des burkinabé ? NON !

Ont-elles mis fin aux assassinats, aux tortures et autres atteintes graves aux droits de l'Homme ? NON !

Où ont-elles conduit le dossier Norbert ZONGO ? **A UN NON-LIEU !!!**

Chers camarades !

Militant (e)s et sympathisant(e)s de la CCVC !

Compagnons de luttes ;

Assurément, il faut le dire clairement, ni le message du 30 mars dernier, ni les concertations engagées, ne peuvent suffire à rassurer des populations en quête de vérité et justice et de bien-être ! Et pour cause, alors que le chef de l'Etat déclare que la crise est terminée, voilà qu'à Ouagadougou, Koupéla, Tenkodogo, Boussé, des milices sont levées contre des citoyens ; certains et leurs familles sont menacés ; d'autres comme l'élève SEGDA Didier en terminale A du lycée municipal de Koupéla a été bastonné, évacué à l'Hôpital Régional de Tenkodogo, puis à l'hôpital Yalgado OUEDRAOGO pour soins complémentaires. Hier seulement 7 avril, suite au décès de l'élève BOUDA Madina du Lycée mixte de Goughin victime d'une balle perdue à l'occasion des manifestations des militaires, les cours ont été suspendus dans de nombreux établissements de la ville de Ouagadougou.

Compagnons de luttes, maintenant que le Chef de l'Etat a « *...saisi le sens et la portée de la quête de bien-être, de vérité, de justice et de sécurité qui sous-tendent certaines manifestations* », nous disons alors : **PLACE AUX ACTES !** Le peuple attend sans délai, des mesures énergiques contre l'impunité, contre la vie chère, et pour l'élargissement des libertés. Le peuple attend sans délai, des actes concrets pour une démocratie véritable au Faso !

OUI, MONSIEUR LE PRESIDENT, CA NE VA PAS ET LE PEUPLE QUI A TROP ATTENDU, N'ATTENDRA PAS PLUS LONGTEMPS !!!

Et nous vous prévenons : si les actes d'agressions contre les libertés devaient se poursuivre, si rien n'est fait contre l'impunité et pour la vérité et la justice, si des milices continuent d'être levées et armées contre les citoyens en lutte, si rien n'est fait contre la vie chère, si les dossiers poussiéreux demeurent en l'état, **la crise ne pourra que s'approfondir davantage !**

**Chers camarades !
Militant(e)s et sympathisant(e)s de la CCVC !
Compagnons de lutte ;**

Pour la Coordination nationale de la CCVC, la lutte doit se poursuivre et elle va se poursuivre pour la satisfaction de sa plate-forme minimale.

Dans ce sens, d'importants rendez-vous nous attendent comme par exemple le 1^{er} Mai, comme par exemple la fin des concertations engagées par le chef de l'Etat et les mesures concrètes que les différentes catégories sociales sont en droit d'en attendre.

C'est pourquoi, la Coordination nationale de la CCVC, invite l'ensemble de ses structures, militants et sympathisants à travers tout le pays, à rester attentifs et mobilisés, dans l'attente de tout mot d'ordre qu'elle lancera pour la poursuite de la lutte !

Par ailleurs, la Coordination nationale de la CCVC, invite l'ensemble de ses composantes à intensifier le travail de structuration, d'organisation et de mobilisation pour plus d'efficacité dans nos actions ; elle vous invite en outre, à soutenir les luttes sectorielles des différentes composantes !

Incontestablement, la satisfaction de notre plate-forme viendra par nos luttes et par la force de notre mobilisation et de notre détermination !

**Non au verrouillage des libertés démocratiques !
Non à l'impunité !
Non à la vie chère et à la TDC !
Tous mobilisés, nous vaincrons !**

Adopté à Ouagadougou le 07 avril 2011 par la coordination nationale /CCVC

Ont signé pour la Coordination Nationale, le Bureau :

Président

Tolé SAGNON
Secrétaire Général / CGT-B

2^{ème} Vice-Président

Tahirou TRAORE
Secrétaire Général / SYNATEB

1^{er} Vice-Président

Chrysogone ZOUGMORE
Président/ MBDHP

Jean Claude MEDA Jean Mathias LILIOU
Président /AJB SG /CSB
Rapporteur **Rapporteur**

Moumouni DERRA
Président /UGEB
Rapporteur

PrBlaise SONDO
SE /REN - LAC
Chargé des finances